

# LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA DIRECTION POLITIQUE

## 1. La question des euromissiles

La rentrée 83 aura été marquée par la question des euromissiles dans toute l'Europe occidentale. Après le succès du rassemblement du Larzac les 6 et 7 août 1983 (12 à 15000 personnes), succès dans lequel le PSU a pris toute sa part (forte mobilisation, tournée de Paris au Larzac du 16 juillet au 4 août) le CODENE décide qu'une manifestation aura lieu le 23 octobre à Paris, et donc qu'il n'y aura pas d'action commune avec le PCF et le Mouvement de la Paix, qui manifestaient le 22 octobre.

Le PSU a joué un rôle déterminant dans la préparation de cette manifestation du 23 octobre en particulier dans la négociation d'un appel commun CODENE-CFDT. Néanmoins, malgré la participation de la CFDT, malgré la très forte mobilisation du parti, la journée du 23 octobre est un demi-échec : pas plus de monde qu'au Larzac, alors que le nombre de manifestants dans les autres pays d'Europe se chiffre en centaines de milliers, peu de débouchés...

Un point positif : la démonstration qu'à côté du Mouvement de la Paix, il existe en France un mouvement non aligné qui ne fait pas plus mal. A noter l'attitude particulièrement agressive du Parti Socialiste, qui a tout fait pour empêcher la réussite du 23 octobre.

Si les raisons pour expliquer la difficulté de la mobilisation en France ne manquent pas — pas de Pershing en France, « consensus », de la droite au PS inclus, sur les questions de défense, discrédit du PCF en matière de non-alignement —, il n'en demeure pas moins qu'après le 23 octobre, c'est la question d'un second souffle pour le mouvement pacifiste en France qui est posée, et ce d'autant plus que la CFDT, refroidie par cette expérience, ne semble pas prête à être active sur cette question. Aujourd'hui, après Malville (voir paragraphe « énergie ») cette question n'est toujours pas résolue.

Le PSU était largement représenté à la Convention de Pérouse (juillet 84) : délégation de militants, membres du BP, secrétaire national. Cette réunion des mouvements de paix européens a été dominée par une confrontation entre les mouvements indépendants et les représentants du bloc soviétique ; le débat a aussi porté sur les perspectives du mouvement après le début d'installation des Pershing.

## 2. La lutte contre le racisme, pour un pays multiculturel

L'activité du Parti à la fin de l'année 83 a été autant marquée par la lutte contre le racisme que par la question de la paix. Le rapport de la Commission Immigrés publié dans 2A n° 71 rappelle les points forts de ce travail.

Notons cependant que la participation à la Marche pour

l'Égalité dépasse, c'est heureux, le cadre strict de la Commission Immigrés. Partie le 15 octobre de Marseille pour arriver le 3 décembre à Paris, cette marche rencontrera un succès d'opinion extrêmement important. C'est surtout après le 23 octobre que le PSU apportera son soutien militant à cette marche. Ce soutien prendra des formes variées : motions votées par les conseils municipaux à l'initiative d'élus PSU, comités de soutien locaux, accueil des marcheurs et, pour certains, participation à la marche, mise à disposition d'un permanent au collectif parisien, participation d'Huguette Bouchardeau et de Serge Depaquit à l'étape d'Amiens, et bien sûr l'arrivée à Paris.

Le PSU aura également l'initiative d'une conférence de presse commune aux quatre partis de gauche, conférence de presse qui aura lieu rue Borromée ! Succès d'estime, cette marche a été aussi un succès politique puisqu'elle a permis de faire aboutir la revendication d'une carte unique pour les travailleurs immigrés, revendication lancée en février 1982.

Si, dans les médias, le succès de la marche a relégué au second plan le travail du PSU, il est par contre certain que ce travail a été reconnu et apprécié par les organisateurs. Ce travail n'est pas étranger au soutien apporté par Christian Delorme à notre liste aux européennes.

Pour ce qui est des suites de ces actions, il faut se reporter au bilan du Secteur Immigrés dans 2A n° 71. A signaler aussi le travail très important réalisé par les camarades du PSU dans le cadre du Collectif Carte Unique, moins spectaculaire, certes, que la Marche, mais exemplaire en terme d'efficacité.

## 3. L'école

Le débat qui coupe la France en deux, et qui conduira à la manifestation du 24 juin 1984 et au retrait de la loi Savary, ne laisse pas indifférent le PSU. Les prises de position du parti à ce sujet vont être marquées par une contradiction : l'enjeu essentiel pour le PSU n'est pas le débat public-privé, mais la rénovation du système éducatif ; néanmoins, le conflit public-privé prenant les allures d'un conflit gauche-droite, le PSU ne réussira pas à se démarquer nettement du CNAL. C'est ainsi que la DP des 19 et 20 novembre adopte une résolution qui refuse tout à la fois les positions du CNAL et celles des défenseurs du privé, mais décide, à 27 voix contre 24, 7 abstentions et 2 refus de vote, de s'associer aux manifestations du CNAL ! La DP du 4 mars confirmera ce vote et le PSU participera donc aux manifestations du CNAL du 25 avril.

Cette question de l'école illustre bien la difficulté qu'il y a, dans des débats très tendus, à faire dans la nuance ! Le PSU pouvait-il faire autrement que de s'associer au CNAL ? Pouvait-il promouvoir des initiatives différentes ? Toujours est-il que force est de constater que, dans le débat laïc-privé, la voix du PSU n'a pas vraiment été entendue !

## 4. Les élections européennes

A l'inverse du premier scrutin européen de 1979, la Direction Politique était cette fois-ci clairement mandatée par le Congrès pour engager le PSU dans la « bataille des européennes ».

Le texte majoritaire de Vénissieux précisait : « Il est exclu, vu les objectifs de la plate-forme, de constituer une liste commune avec l'un ou l'autre des grands partis de la gauche traditionnelle. La seule manière pour le PSU d'affirmer une alternative autogestionnaire européenne est donc d'appeler dès aujourd'hui ceux qui sont en accord avec ces objectifs, à la constitution d'une liste alternative aux élections européennes ».

A noter que, si le mandat était clair, la réflexion sur le rôle de l'Europe, la stratégie européenne d'une France de gauche, le bilan critique de l'Assemblée européenne n'avaient fait l'objet d'aucun débat, d'aucune réactualisation depuis 1979.

La Direction Politique des 14 et 15 janvier 1984 adopta à l'unanimité, outre les principaux axes de la campagne à mener (Politique agricole commune, désarmement, Tiers Monde, immigration), le cadre politique pour entamer les négociations : « pour ce faire et sur ces bases le PSU s'engage à tout mettre en oeuvre pour bâtir une liste exprimant les aspirations autogestionnaires de la gauche, celles des membres du courant critique au sein de la gauche, celles des militants anti-nucléaires »...

Des négociations un peu tous azimuts s'engagent, elles se révèlent longues et difficiles. La Conférence Nationale des 3 et 4 mars 1984, dans un texte adopté par 40 voix contre 5, affirmait : « La nécessité politique, comme la sélection financière introduite par une loi injuste et non modifiée, impose si l'on veut être efficace, le regroupement des forces disponibles », et précisait enfin notre stratégie européenne : « Il existe aujourd'hui des aspirations populaires à la réalisation d'une Europe plus existante. Elles sont culturelles, écologiques, aspirations à la paix, à la sécurité, au développement des libertés, des droits démocratiques des hommes et des femmes. Le mouvement syndical au travers de luttes pour la réduction du temps de travail ouvre la voie d'une coordination européenne. L'acuité de la crise rend contradictoires les intérêts des capitalismes occidentaux, la rupture du rapport de dépendance entre les Etats-Unis et l'Europe, son non-alignement deviennent de véritables enjeux pour la gauche. L'Europe peut et doit jouer un rôle décisif d'interlocuteur privilégié pour nombre de pays du Tiers Monde ».

Nous sommes en mars 84 et la configuration définitive de notre liste n'est pas encore connue. Un appel pour une gauche différente est publié quelque temps plus tard à l'initiative du PSU, de militants de la Convention Communiste, du MAN, du CODENE, du CEDETIM.

Cette démarche dans laquelle nous étions engagés se heurte au refus absolu des Verts de participer à l'initiative, entraînant, malgré l'accord difficilement réalisé (presque deux mois de négociations), le retrait d'organisations comme le MAN, des militants du CODENE, ce qui vidait de fait l'initiative de sa substance.

Le temps est compté et l'alliance avec les amis d'Henri Fiszbin paraît de plus en plus comme la seule possible, si

l'on considère que la présentation du PSU seul n'a jamais été sérieusement envisagée par la Direction Politique. Une rencontre a lieu le 18 mars 1984, un accord est conclu le 3 avril qui aboutira, après l'élargissement à de nombreuses personnalités militantes dont Simone Iff, René Buhl, Jean Cardonnel, Monique Séné, Ourida Lahbib, Albano Cordeiro, avec le soutien de Delorme, etc., à la constitution de la *troisième liste de gauche* dont la composition a été rendue publique le 2 mai 1984.

Dans sa composition, la liste a ainsi témoigné d'un regroupement assez large et significatif. Mais cette dimension politique de la liste a été insuffisamment exploitée et a finalement été peu connue même de nos électeurs, suite aux blocages que nous avons rencontrés dans les médias. Cet élargissement s'est d'ailleurs également traduit dans les comités de soutien, notamment ceux organisés autour de S. Iff d'une part, des candidats immigrés de l'autre.

Voilà pour la gestion politique des mandats du Congrès.

L'extrême longueur des négociations a finalement laissé peu de place à la campagne électorale, à sa préparation, sa mise en place, la mobilisation du Parti. C'est le moins qu'on puisse dire de la qualifier de précipitée. A noter :

— la parution du premier manifeste européen du PSU (le dernier document semblable remontant à 1973 : *le Marché commun contre l'Europe*) ;

— plus de 80 meetings organisés par les fédérations, un intérêt certain suscité par la présence sur notre liste de nombreux candidats de l'immigration, imposant comité de soutien réuni ;

— succès de l'initiative de Simone Iff, Huguette Bouchardeau, Christiane Gilles au Cirque d'Hiver et là aussi, imposant comité de soutien réuni autour des candidates féministes.

En ce qui concerne la campagne dans les médias, plusieurs remarques doivent être faites. On ne saurait comparer une campagne présidentielle à celle des européennes, les possibilités offertes y sont bien moindres (existence très différenciée de « petites » et « grandes » listes). Nous ne sommes par exemple, jamais passés à la télé à 20 h (sauf les 3 minutes officielles), nous n'étions même jamais mentionnés et donc hors des enjeux de l'élection. Car l'information de l'électorat le plus large se fait (à 80 ou 85% !) par la télé. Situation comparable sur les grandes chaînes de radio. En fait, notre campagne s'est déroulée uniquement dans la presse écrite, les radios locales et FR 3. Sur ce point les résultats sont assez positifs : apparition (1 à 3 minutes) dans plus de la moitié de la France (ce qui n'était encore jamais arrivé) sur FR 3 régional. De même en ce qui concerne les radios et la presse régionale. Il serait sans doute utile de poursuivre cet effort au delà des périodes électorales.

Malgré nos efforts la campagne est apparue éclatée, parfois incohérente, peu enthousiasmante pour les militants, nos sympathisants, nos électeurs.

Restent deux questions : valait-il mieux ne pas se présenter ? Fallait-il y aller seul ?

## 5. Les restructurations

Les restructurations ont dominé le paysage politique depuis l'affaire Talbot. La Direction Politique des 14 et 15 janvier s'est livrée à une analyse de la situation écono-

mique. Ses travaux ont abouti entre autres à la déclaration suivante votée à une écrasante majorité :

### Déclaration de la Direction Politique

*L'année 84 s'annonce d'ores et déjà comme l'année des restructurations industrielles et de la progression du chômage.*

*Elle apparaît comme l'année test pour la gauche et ses capacités d'initiatives sur le plan économique et social. Le conflit Talbot en était l'exemple a contrario.*

*La CFDT a posé, à l'occasion de ce conflit, les véritables questions auxquelles l'ensemble de la gauche se doit de répondre.*

*Le PSU estime que l'année 84 devra être marquée par une transformation en profondeur de l'action gouvernementale, sous peine de graves déconvenues pour la gauche et de l'échec de ses ambitions sociales. D'autant que la politique de la gauche devra se développer dans une conjoncture économique difficile, caractérisée par une période de croissance faible. Elle devra faire face tout à la fois à la nécessité de restreindre le déficit du commerce extérieur, réduire l'endettement, s'attaquer aux racines de l'inflation. Tous ces objectifs doivent être atteints en maintenant la priorité à la lutte pour l'emploi.*

*La gauche doit sans plus attendre inscrire trois priorités à l'action gouvernementale :*

- *permettre aux travailleurs de prendre réellement en main les transformations industrielles indispensables et plus largement favoriser l'intervention économique des travailleurs ;*
- *lutter contre les inégalités et maintenir le pouvoir d'achat des couches populaires au travers d'une politique de solidarité ;*
- *la réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage.*

*Pour Talbot*, le PSU avait soutenu l'action des syndicats. Notamment celle de la section CFDT de l'usine Talbot. Une rencontre avec le Parti Socialiste avait même fourni l'occasion de faire apparaître publiquement nos divergences avec le Parti Socialiste comme avec l'action gouvernementale.

*Lorraine*. Une tournée lorraine de Serge Depaquit préparée de longue date est intervenue en plein conflit de la sidérurgie et a permis au PSU d'intervenir à ce niveau dans le débat et sur ses propositions. Un tract a été distribué lors de la grande manifestation des Lorrains à Paris.

Notre position ne pouvait être simpliste, ayant été depuis longtemps de ceux qui prédisaient l'urgence et la profondeur de la crise de la sidérurgie : « La Lorraine se dresse contre l'inévitable, elle ne veut pas être prise à nouveau dans l'état de la restructuration. La récession mondiale se poursuivra, la sidérurgie en subira les contrecoups de manière amplifiée (*Où va la sidérurgie*, Ed. Syros) ».

Nous étions en même temps en désaccord avec la méthode employée, les restructurations se faisant par-dessus la tête des travailleurs concernés. Nous avons en même temps dénoncé les illusions que véhiculait la gauche comme les mots d'ordre démagogiques, tout en affirmant notre solidarité avec les travailleurs en lutte pour l'emploi.

Signalons enfin que plusieurs Conventions Economiques et Locales se sont tenues depuis le dernier congrès (Besançon, Bouche-du-Rhône, journée sur les restructurations à Paris dans le cadre des européennes, etc.)

## 6. L'épisode du remaniement ministériel

Il faut savoir que le 17 juillet, personne ne prévoyait ce remaniement, qui semble avoir été précipité à la fois pour des raisons d'opportunité politique et à cause de la démission d'Alain Savary.

Le 18 juillet, le nouveau gouvernement est composé. Une entrevue a lieu en urgence dans la matinée entre Laurent Fabius, Huguette Bouchardeau et Michel Mousel, démarche effectuée en lien constant avec les membres présents du Bureau Politique.

La constitution du nouveau gouvernement est marquée par la rupture avec le parti communiste. Sorti très ébranlé de l'élection européenne, le PCF est secoué par une contestation interne d'une ampleur encore inégalée. Celle-ci menace de faire tache d'huile si aucun fait majeur n'intervient dans la vie du parti. La sortie du gouvernement permettra (au moins momentanément) de déplacer les enjeux du débat interne et favorisera le groupe de dirigeants le plus attaché au statu-quo. En même temps le PCF espère, en prenant ses distances avec le PS et la politique du gouvernement, réussir à reconquérir une partie des électeurs qui lui ont fait gravement défaut le 17 juin.

Dans ces conditions, la majorité du BP (aux deux tiers des présents) estime, en application du mandat du précédent congrès, que nous n'avons pas à quitter le gouvernement, l'essentiel des raisons ayant fondé la décision de Vénissieux étant toujours valable en dépit de la rupture PC/PS (entre autres : pas d'ouverture à droite de la composition du gouvernement). De plus un congrès doit se tenir à la fin de l'année 84, qui devra permettre de préciser notre position sur le fond.

Une déclaration publique de Jacques Salvator fixant notre position est approuvée par 8 des membres du BP le 12 juillet au soir. La promotion d'Huguette Bouchardeau au rang de ministre à part entière est appréciée par la majorité du BP comme la reconnaissance à la fois des qualités personnelles de notre camarade et de l'apport original de notre parti. La presse se fait d'ailleurs largement l'écho de cette nomination (plus tard un article du *Monde* à la une).

Cette participation gouvernementale reste évidemment dans le cadre du mandat de Vénissieux et s'appuie donc sur nos choix propres, conservant au PSU son entière liberté de critique lorsqu'il est en désaccord avec tel ou tel aspect de la politique gouvernementale. Ceci s'exprimera d'ailleurs très clairement, qu'il s'agisse de la façon de conduire les mutations, de la réduction du temps de travail et de la réforme de l'Unedic, de la loi électorale et du rôle des médias, de l'extradition des basques, des mesures relatives à l'immigration, de la politique extérieure concernant les euromissiles, etc. Une proposition de DP anticipée a été jugée inutile à l'unanimité des présents, considérant qu'en plein mois de juillet elle risquait d'être peu représentative (et se serait de toute façon tenue après le remaniement puisque celui-ci a été effectué en trois jours).

\*

Terminons en rappelant qu'un rapport d'activité et le vote qu'il entraîne doivent porter sur la mise en œuvre par la DP sortante du mandat fixé par le congrès précédent. Il

ne s'agit donc pas d'un débat ni d'un vote d'orientation bis, mais d'un contrôle sur le respect des décisions d'un organisme souverain : le congrès national. La motion majoritaire de Vénissieux se terminait par six axes de travail prioritaires (les questions économiques et sociales, la lutte contre le racisme, la lutte pour la paix, la loi électorale, les minorités nationales, les élections européennes). Dans ces six secteurs d'activité le bilan de l'action menée est très

important, même si des trous, des retards et des erreurs font aussi partie de ce bilan général qui n'a pu malheureusement entrer ici dans tous les détails. Les leçons que nous pouvons tirer d'une activité étalée sur 17 mois riches en événements contribueront ainsi au débat général du parti.

### Vote sur le rapport d'activité, à la Direction Politique du 14 octobre :

Pour : C. Caroz, P. Canihac, B. Chaouat, F. Lamy, J.P. Chartron, S. Depaquit, R. Dubois, D. Ducrest, B. Gous-sault, M. Gresset, G. Marsauche, M. Lombard, G. Lopez, G. Magnin, J.L. Reviller, J.P. Robert, J. Salvator, M. Sonder.

Contre : G. Andrieux, S. Bernard, P. Boudry, D. Claude, M. Delay, J. Frey, L. Gatineau, G. Gilardi, C. Guenneteau, C. Lanoir, L. Le Dilosquer, V. Leduc, C. Le Forestier, B. Pien, M.F. Pirot, B. Ravenel.

Abstentions : E. Galle, C. Cadena, J. Bailleul.

Refus de vote : V. Comparât, M.M. Dughera, J.P. Hébert, M.P. Lauret.

Absents : D. Andréani, Y. Anvroin, P. Audier, C. Babot, T. Billet, J. Biaise, E. Bloquaux, J. Brunschwig, M. David, E. Drigny, G. Granier, D. Guillot, N. Huchot, P. Ricard, S. Lavignotte, M.H. Leroux, G. Marguerite, J.C. Vallejos, G. Menaut, R. Meyer, D. Monpeyssen, D. Paul, B. Rasclard, A. Renard, M. Rival, F. Thimel, P. Thomé, B. Trombini.

### Vote au congrès de Bourges (14-16 décembre)

Pour : 3 467 (49,86 %)

Contre : 3.486 (50,14 %)

Abstentions : 2 645

Refus de vote : 1590

## ANNEXES

### Les élus du PSU

Le colloque « Commune et Environnement » organisé à Poitiers les 16 et 17 mars par la FEA et l'ADELS, sous le patronage du ministère de l'Environnement, a connu un très bon succès.

Ajoutons que la FEA, à laquelle adhèrent les élus PSU (mais pas tous !), a vu son activité nettement renforcée notamment par la sortie régulière de sa revue *Commune et Autogestion*.

Au-delà de ces activités, il n'en reste pas moins que se pose tout le problème des relations du parti avec ses élus, de l'aide qu'il leur fournit aussi bien au plan national que local. Ajoutons que la rupture de l'union PC/PS a des retombées souvent négatives dans les municipalités ; nous devons pour notre part nous tenir au mandat du contrat municipal qui a permis la réalisation de l'union.

### Energie

Plusieurs rencontres avec la CFDT- Energie pour tenter d'aboutir à une action commune sur les surgénérateurs — sans succès.

Le Collectif d'opposition à Superphénix nous a invité à

participer à la préparation d'une initiative d'été à Malville, sur le thème : derrière Malville nos euromissiles.

Après une réunion assez mouvementée à Lyon les 4 et 5 février 1984, où toutes les propositions d'ouverture faites par le représentant du PSU ont été repoussées, le PSU national décide de ne pas s'associer au texte d'appel. Néanmoins, le PSU participe aux Assises des 26 et 27 mai. Ces Assises restent assez confidentielles.

La DP des 30 juin et 1er juillet décide que le PSU appellera au rassemblement à Malville les 4 et 5 août sur ses propres bases.

Là encore, le rassemblement, bien qu'à vocation internationale, ne réunit guère plus de 3000 personnes sur les deux jours.

A signaler une « polémique » remarquée entre Huguette Bouchardeau et Charles Hernu, qui permit à la presse de « couvrir » le rassemblement plus que ne l'avait laissé prévoir la relative faiblesse du nombre de participants.

### Colloque : « Langues et cultures minorisées »

Le congrès de Vénissieux avait clairement mandaté la DP pour entreprendre une action en faveur des langues et cultures minorisées. La Commission immigrés, la commission culturelle, la commission minorités nationales,

ont collaboré pour organiser par l'intermédiaire de l'ACD un colloque à Paris sur les *Langues et cultures minorisées*. A noter que malgré la dispersion géographique des camarades, la collaboration a été réelle.

Ce colloque a été un franc succès : plus de 250 participants, plus de 60 associations, pédagogiques, culturelles, linguistiques présentes, le PSU était le seul parti politique présent, le SGEN-CFDT, et enfin les responsables gouvernementaux de cette question (ministère de la Culture, de l'Education Nationale). Il faut souligner que ce colloque a permis pour la première fois une action commune entre minorités nationales et immigrés. Ce n'est pas un des moindres résultats de cette initiative.

De plus en ce moment une initiative est en voie pour obtenir l'inscription à l'ordre du jour du parlement d'un projet de loi. Et l'ensemble des associations a répondu favorablement à notre invitation. Une première réunion a eu lieu le 24/10/84 à Borromée.

## Productions

Au moment où beaucoup de camarades ont l'impression que le PSU ne produit plus, il est sain de rappeler que les documents suivants sont parus depuis le Congrès de Vénissieux :

2 numéros de *Critique Socialiste*;

3 numéros de *Tribune Internationale*;

2 PSU-DOC : *Protection sociale et Réduction du temps de travail* ;

le premier manifeste européen du PSU;

les actes du colloque sur les langues et cultures minorisées.

Il faut ajouter la parution régulière de *Germinal* et la brochure de la Commission Agricole.